

Tebboune et son énigmatique tripartite

Perplexité. Quel autre vocable est en mesure de mieux qualifier l'embarras général à la suite du dernier communiqué de la primature du gouvernement annonçant la prochaine tenue d'une réunion préparatoire à une énième tripartite ? Du côté de la presse, qui se révéla d'ailleurs proluxe en détails au sujet du désaccord brutal qui devait avoir pour conséquence la rupture du vieux concordat liant Patronat-syndicat et gouvernement, l'on se pose la même question quant à la capacité de Tebboune à se hisser à la hauteur du défi que lui-même s'était fixé.

En effet, ne parle-t-on pas déjà de dérobade à son sujet en conjecturant sur une fin probable des hostilités et le retour en grâce des mêmes acteurs de l'échec avec lesquels il sera contraint de faire le point sur ce fameux «pacte national économique et social de croissance» ? Lequel, faut-il le rappeler, à valu au Trésor de l'Etat environ trois milliards de dollars d'investissements infructueux après trois années (2014-2017) de largesses financières au bénéfice d'un certain patronat.

Ce n'est donc pas tant que cette fâcherie, interne au régime, prenne fin et que les gravissimes accusations deviennent à leur tour sans conséquence, voire même qu'elles eurent le mérite de divertir l'opinion. Car la question primordiale à laquelle doit répondre ce gouvernement concerne sa méthode après les déplorables expériences de ses prédécesseurs. Alors que la crise financière et les ravages de la corruption constituent les deux plaies de l'Etat, un gouvernement pourtant édifié par la complaisance et les complicités qu'il a reçues en héritage, peut-il reconduire les mêmes procédures dans la gestion alors qu'il sait que certaines formules ne relèvent au mieux que du saupoudrage techniciste ? Ce serait notamment le cas de ce talisman qu'est la tripartite que l'on agite annuellement comme le sésame de notre croissance. Or, 20 années

(1997) après la première assise de ce genre, rares furent les fois où elles pesèrent véritablement dans la réorientation globale de la gestion de l'Etat.

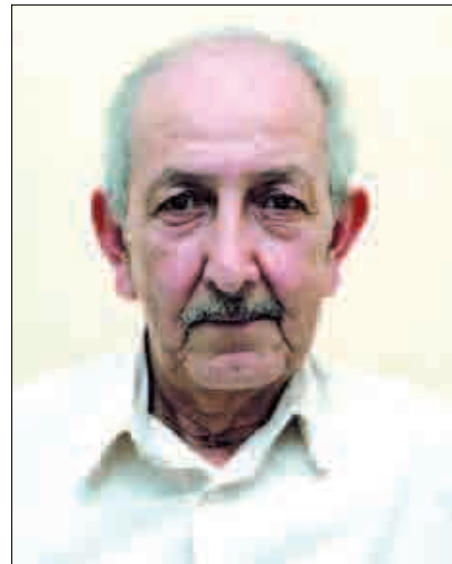
Comme l'avaient souvent noté les économistes, les délibérations de ces tripartites ont souvent été ignorées par les actes de gestion des gouvernements. Au final, ni l'opinion ni même les partenaires ayant apposé leurs signatures au bas des communiqués ne s'abusent de la réalité future des accords. En effet, la plupart des gouvernements qui se servirent de cette boîte à outils ne le firent essentiellement que par facilité de procédure. Car, pour compenser leur déficit notoire d'imagination et leur incompétence avérée dans l'élaboration des méthodes et analyses, il ne leur restait que ce cadre technique de la concertation que tous voulurent présenter comme le radar idéal, nécessaire au fonctionnement de l'économie nationale. Et ce fut cette contrevérité annuellement prise en défaut par les malhonnêtes tripartitages liés aux recours indécents à la procédure des lois de finances complémentaires qui aurait dû alerter le sommet de l'Etat sur la nature aléatoire de ce qui se décide dans ce «triangle» et qui satisfait cycliquement les gouvernements. Sauf que la vacance dont pâtissent actuellement les institutions de la République a fait en sorte que les gouvernements bénéficient nécessairement de toutes les marges d'erreur dans les aiguillages pour que leurs ondes de choc n'atteignent pas le sommet.

Ainsi, c'est curieusement au moment où les puissances de l'argent, pourtant très proches du palais, se sentent maltraitées dans le discours officiel que, subitement, l'on décide de recourir à cette fabrique de faux consensus que l'on appelle la triangulaire !

En effet, alors que rien n'indique dans le calendrier que cette assise doit se tenir (la récente date de mai 2017 à Annaba) dans des délais aussi

courts, le Premier ministre décide du contraire. A moins que l'option de Tebboune vise à remettre à plat tout ce qui avait été conclu lors de la session de février 2014 et faire en sorte que le fameux «pacte de croissance» acté par Sellal ne fut rien d'autre qu'un marché de dupes, ce rendez-vous risquerait de le disqualifier plus vite qu'il ne le craint. Autrement dit, ce Premier ministre pourrait bien réussir à invalider cet accord monopoliste qui chagrine tant Haddad et son avocat Sidi Saïd. Dans le même temps également, il lui sera aisé de fournir la preuve que cette machine à distribuer des avantages n'est qu'un rituel frappé du sceau de l'affairisme dès l'instant où ses délibérations ne sont pas adossées à un véritable pacte social pour le changement global.

Politicien d'expérience, il ne peut ignorer ce que génère, charrie et même cache cette table des lois autour de laquelle ne se négocient en vérité que des revendications corporatistes et même à la carte pour chaque partenaire ! C'est ainsi que pour le patronat, il a été accordé, dès 2014, d'inacceptables allègements fiscaux et la facilitation aux crédits bancaires sans la contrainte légale des garanties de nantissement. D'ailleurs, l'observateur le moins tatillon notera également que la tripartite est odieusement ségrégationniste en termes de représentation. Et pour cause, la sphère des employeurs est représentée par 9 confédérations quand le monde du travail et le salariat ne sont formellement «défendus» que par un syndicat aux ordres. C'est ainsi qu'au cœur d'une crise sans précédent, dont tout le monde ignore comment le pouvoir va cette fois-ci s'attaquer aux effets néfastes qu'elle diffuse, l'attention générale se concentrera sur les initiatives de ce Premier ministre. Non pas qu'il possède mieux et plus que d'autres quelques clés pour inverser la récession que connaît le pays mais parce qu'il semble que ce gouverne-



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

ment, confectionné à la hâte et bricolé à partir de consultations parfois douteuses, sera sûrement le dernier d'un régime politique prenant eau de toutes parts.

Assigné à cette mission de nettoyage au sein des cercles d'influence afin d'épargner au pouvoir les qualificatifs les moins aimables, on le retrouve déjà en butte aux hostilités sournoises et surtout à la prudente indifférence des spin doctors du palais. Ceux-là mêmes qui encouragent des maquignons à devenir des capitaines d'industrie mais qui veulent solder leur compagnonnage avec eux sans se mouiller publiquement et surtout de ne pas avoir à rendre compte de tous les profits qu'ils réalisèrent. Autant dire que Tebboune ne peut être que ce Premier ministre des missions impossibles. Celui qui n'aura d'autres choix que l'éradication des réseaux de la prédation au risque d'être à son tour guillotiné. Ou, au contraire, de céder devant le risque faute de témérité et de se contenter des nouveaux deals qu'on lui proposera. Il sera alors un Premier ministre des dernières écumes du pouvoir.

B. H.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

Meetic.DZ, et ça repart !

Menasra, le nouveau patron du MSP prévoit une rentrée chaude.

Petit coquin, va !

La nouvelle avait jeté l'émoi en Algérie ! Un vrai choc au sein de l'opinion, et plus largement même, au-delà de l'opinion, dans les cercles où les opinions ne s'expriment jamais. On se serait attendu à tout en terre d'Algérie, mais pas à ça. Et... ça, tous les experts en la matière en étaient certains, ça ne pouvait pas arriver. Sauf que les experts se trompent parfois, souvent, à la folie, passionnément. C'est donc arrivé ! Boum badaboum patatras ! Les gens ont commencé à se regarder dans la rue, se demandant s'ils vivaient un cauchemar, un mauvais rêve, dont il suffisait qu'ils se réveillent pour qu'il disparaisse. Sur les balcons, ceux qui sortaient rarement n'en parlaient pas moins. Des débats chauds, enflammés, débordant parfois sur les terrasses, plus haut, en prolongations nocturnes. Cette ambiance particulière, inédite finit par parvenir au Palais. Le Palais n'étant jamais – quoi

qu'en disent les milieux ricanant plus bas – très loin des bruissements populaires. Et nous en étions donc tous là, Palais, dépendances et cour des miracles : inquiets, tordus par l'inquiétude, taraudés par l'immensité de cette nouvelle, nous demandant ce qu'il allait advenir de nous et de nos traditions ancestrales quand enfin ! Là, on marque une pause, vous avec moi. Le «enfin !», il faut le lire avec une certaine emphase, un brin de libération réjouie dans la voix. Je reprends ! Quand enfin nous est parvenue l'autre nouvelle, bien plus réjouissante celle-là, le retour à la «normale». Dans un communiqué laconique, mais tellement bon à lire et à entendre, Meetic.DZ annonça que la brouille entre la politique et l'argent était terminée et que ces deux-là venaient de se remettre ensemble. Lawlawi ! Zeghertou ! Un couple pareil, séparé ? En Algérie ? Ça ne se pouvait pas ! Allez ! Vive les retrouvailles amoureuses ! Que la fête dure toute la nuit. Et les nuits suivantes. Ces nuits qui ont, décidément, étendu leur lourd manteau sur ce pays, m'obligeant, comme une âme errante, dès le crépuscule balbutiant, à fumer du thé pour tenter de rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

